

Solidaires



Branche INRA

Commentaire de l' élu SUD
après le Conseil d'Administration INRA
de ce 14 décembre 2017

Si la Présidence de l'INRA semble très satisfaite dans le compte rendu du dernier conseil d'administration de l'INRA qu'elle a adressé aux personnels, il n'en est pas de même pour SUD qui a une analyse bien différente de ce CA.

Tout d'abord, le contrat d'objectif et de performances passait pour la seconde fois en Conseil d'Administration. Il a certes été amélioré en reprenant une partie des critiques que nous avons adressées lors de son premier passage mais reste cependant encore très loin du compte en termes d'ambitions. En effet, les constats sur la dégradation de notre environnement se multiplient. C'est ainsi que de nombreuses publications scientifiques montrent le rôle significatif de l'agriculture industrielle dans les atteintes croissantes à la biodiversité et dans le réchauffement climatique et que les rapports du Ministère de l'Environnement révèlent que plus de la moitié des eaux de surface sont encore en état moyen à médiocre en raison essentiellement de l'azote et des pesticides d'origine agricole. **Nous estimons que les propositions du contrat d'objectif sont bien insuffisantes pour que la recherche scientifique permette à notre agriculture de prendre le virage indispensable pour répondre aux urgences environnementale et sociale** et aux attentes d'un nombre sans cesse croissant de citoyens pour la mise en place d'un autre modèle agricole. Sur la seule question du glyphosate, nous avons entendu ces dernières semaines le Ministre de l'Agriculture, celui de l'Ecologie et la Présidente de la FNSEA déclarer que nous n'étions pas capables à l'heure actuelle de nous passer de cette molécule et qu'il fallait laisser du temps à la recherche et à l'agriculture pour trouver les solutions permettant aux agriculteurs de s'adapter. L'expertise scientifique collective INRA-CEMAGREF menée en 2005 sur les pesticides montrait déjà la nécessité de changer notre modèle agricole inféodé à l'utilisation de pesticides. Le temps, nous ne l'avons plus. Il faut donc dès aujourd'hui changer de braquet, tout en espérant que ce ne soit pas déjà trop tard !!!

La Direction de notre Institut semble par ailleurs très contente du budget 2018. Pourtant, les projections d'emploi montrent que **nous perdrons plus de 330 postes de titulaires** entre 2016 et 2020. La direction déclare que la campagne de recrutement sur concours est en augmentation par rapport à l'an passé en « oubliant » de rapporter ce nombre à celui des personnes qui quitteront l'Institut. De même, la hausse de 1,8 M€ de crédits de paiement dédiés aux Unités est présentée comme très significative. Mais elle va se traduire par une augmentation des crédits de recherche de seulement 220 € par personne, ce qui ne permettra pas de compenser la faiblesse dramatique de nos crédits récurrents. Le représentant du Ministère de la Recherche a même osé intervenir pour nous dire combien le gouvernement Macron avait été généreux avec nous dans un contexte budgétaire soi-disant difficile. Ce contexte budgétaire permet cependant de distribuer plus de 5 milliards d'euros en crédit impôt recherche aux entreprises, dont la plus grande partie ne bénéficie pas à la recherche.

L'implication de l'INRA dans l'Idex Saclay et la création d'une société d'exploitation du domaine de Couhins ont été ensuite présentées au CA. Ce sont deux exemples parfaits de projets dont les personnels ne veulent pas dans leur très grande majorité, mais qui sont cependant imposés par la direction.

Ces deux projets – Idex Saclay et la filiale Domaine de Couhins - illustrent bien les dérives de notre système actuel de la recherche :

- On construit, pour le premier, une usine à gaz qui sera mise en concurrence sur le même site avec une autre usine à gaz (celle de la New-Uni dont le leader est l'école Polytechnique), dans le but de gagner des places dans les classements mondiaux. Il s'agit pour le second, de créer une filiale avec un statut privé, même si l'INRA détient pour l'instant 100 % des actions, avec comme première mission la production et la commercialisation de vins, l'expérimentation n'étant que la seconde de ces missions. Par ailleurs, le projet Saclay montre l'ampleur du décalage entre les discours et les actes de notre Direction sur l'écologie : il mobilise des terres agricoles de première qualité et regroupe sur un site des milliers de personnes qui vont être contraintes de prendre leurs véhicules personnels pour se rendre au travail pendant de nombreuses années encore, la construction de la ligne de métro initialement prévue pour 2020 étant repoussée à une date indéterminée.
- Et que dire de la vision écologique de la future filiale Couhins ? L'agriculture biologique y est écartée d'un coup de sécateur au profit d'une approche soit disant agroécologique où aucun objectif contraignant analogue au cahier des charges de l'AB n'est fixé.
- Enfin, quelle est encore la place de l'humain dans notre système de recherche ? On allonge en toute connaissance de cause les temps de transport de nombreuses personnes devant se rendre sur Saclay, avec les conséquences que l'on connaît sur les vies personnelles et familiales ; on crée des filiales avec des personnels ayant des statuts différents et très inégaux alors qu'ils remplissent les mêmes fonctions !

Au-delà des propos du PDG rendant compte de ce CA, nous considérons que la forme de ce compte-rendu est peu respectueuse de cette instance censé diriger l'Institut et de son personnel. Ainsi, il n'y est faite aucune mention de la répartition des votes émis, ce qui à notre sens est le minimum que nous soyons en droit d'attendre... En comparaison, tous les citoyens peuvent prendre connaissance sur le site public du CNRS de la répartition des votes émis au CA de cet EPST. Espérons au moins un changement sur ce point en 2018 !